



Voix de femmes
asbl

LETTRÉ DU RÉSEAU

DES MÈRES, FEMMES, SOEURS, FILLES, PROCHES DE DISPARUS

NUMERO 2 - JUILLET 2001

« Réseau de solidarité des Mères, Femmes, Soeurs, Filles, Proches de disparus ».

Coordination : Festival Voix de Femmes,

9-11 rue des Mineurs, 4000 Liège-B.

Tel : +32-(0)4-222 12 46 Fax : +32-(0)4-223 21 26.

Email : women.voices@skynet.be

avec le soutien de « Une Certaine Gaieté le Cirque Divers »

TURQUIE : GRÈVES DE LA FAIM

Nadire Mater, membre des «Mères du Samedi» à Istanbul et journaliste, nous envoie un article sur les grèves de la faim menées par des détenus et leurs proches en Turquie. Nous en traduisons ici des extraits.

«La nouvelle législation censée amender le traitement réservé aux détenus des prisons de sécurité maximum (dites de Type F) ne pourra pas mettre un terme à la grève de la faim menée depuis 216 jours dans les prisons de Turquie. Le nombre de morts est aujourd'hui de 53 personnes. 31 prisonniers et 2 membres des forces de sécurité ont été tués lors du transfert des prisonniers politiques vers les prisons de sécurité maximum, 17 autres ont perdu la vie dans la grève de la faim et trois proches de détenus sont morts suite à celle menée en soutien aux leurs. (...) Suite aux pressions internes et internationales, le gouvernement turc a promulgué un amendement à la loi 3713 (dite «Acte anti-terrorisme») qui prévoyait l'isolement complet des prisonniers accusés de «terrorisme». Le parlement avait approuvé cette loi sans tenir compte des recommandations de défenseurs des droits de l'homme et de députés de l'opposition.

«Cet amendement ne supprime pas l'isolement et n'élimine pas les causes de la grève de la faim», dit Mehmet Bekaroglu député de l'opposition et membre de la Commission parlementaire des Droits de l'Homme. «Il apporte quelques améliorations mais seulement pour les détenus qui entreiraient dans les programmes de réhabilitation». Il ajoute que seule une minorité de 150 à 200 sur les 2000 grévistes sont emprisonnés pour «actes terroristes». «Les autres sont accusés de «propagande», ce sont des prisonniers de conscience. Que veut dire la réhabilitation pour un prisonnier politique, et pour les autres, d'ailleurs ? Il ne s'agit que d'endoctrinement à l'idéologie officielle. (...) Il ne s'agit de rien d'autre que de modifications cosmétiques visant à calmer l'opinion publique européenne», conclut-il.

(...) Le vice président du comité parlementaire pour la Turquie à l'Union Européenne, Daniel Cohn-Bendit et un autre membre de ce comité, Johannes Swoboda ont appelé les autorités turques à initier un dialogue entre des représentants du gouvernement et des représentants des prisonniers pour mettre un terme à la grève de la faim. Après leur entrevue avec le Ministre de la Justice Hikmet Sami Turk et d'autres officiels à Ankara, les deux parlementaires ont déclaré : (...) La pratique montrera jusqu'où ces mesures législatives peuvent aller dans l'aménagement d'un système humain dans

les prisons. A cet égard, la suppression des pratiques courantes d'isolement serait un critère essentiel. Sinon, les relations entre la Turquie, l'Union Européenne, le parlement européen et l'opinion publique européenne en seraient affectées. Chaque nouvelle mort suite à la grève de la faim accroîtra l'horreur ressentie en Europe».

Eren Keskin, responsable de la branche d'Istanbul de l'Association des Droits Humains (IHD) ne croit pas que l'amendement puisse satisfaire les grévistes. «Il est évident», dit-elle, «que le gouvernement ne cherche pas de solution. De plus, la situation de l'autre partie du conflit est compliquée. Les grévistes sont divisés en deux ailes. La première, formée de membres de 8 groupes qui se sont joints à la grève après les transferts dans des prisons Type F en décembre 2000, a simplifié et clarifié ses demandes d'améliorations. Le 19-décembre 2000, les troupes de police entraient dans 48 prisons et transféraient de force 1005 prisonniers politiques dans des Types F encore en construction. En une semaine, l'opération du nom de code «Retour à la vie» avait coûté la vie de 31 prisonniers et 2 membres des forces de sécurité et avait blessé 426 détenus. Cette opération dont le but était d'en finir avec la grève, a en fait accru la résistance et 1200 autres prisonniers se sont joints au mouvement. La deuxième aile est formée de trois groupes (Front de Libération du Peuple Révolutionnaire, Le Parti Communiste Turc et le parti des travailleurs Turcs Communistes) qui ont commencé la grève de la faim le 29 octobre 2000. (...) Ils demandent aussi l'abolition totale des prisons de Type F. La IDH réclame la fin de l'isolement pour que cessent les morts. Nous allons commencer à négocier avec les prisonniers et tenter de contribuer à trouver une solution», ajoute-t-elle. «Le Ministre de la justice a expliqué qu'il était déterminé à réhabiliter les prisonniers. Il espère qu'ils se rendront eux-mêmes à la direction des prisons pour recevoir des formations de charpentiers ou de tailleurs et qu'ils recevront en échange de meilleures conditions de détention. Quand on compare l'amendement au texte original, on ne constate qu'une seule différence. Le terme «traitement» est remplacé par celui d'amélioration». Un vocabulaire que le ministre pense plus conforme aux normes européennes» conclut-elle. «Mais la situation reste alarmante. Ce n'est pas une question de loi mais de considération de la vie humaine. Si le gouvernement l'avait voulu, il y a longtemps que la grève aurait été résolue.»

MEXIQUE : PLAINTES CONTRE UN GÉNÉRAL RESPONSABLE DE DISPARITIONS ET DE TORTURES

Lourdes Uranga nous fait parvenir un article du journal mexicain «La Jornada» du 9 mai 2001, dont nous traduisons ici des extraits.

«Le Ministère Public Fédéral a introduit une demande d'enquête au sujet du général Mario Arturo Acosta Chaparro, présumé responsable de disparitions forcées et de tortures commises contre des indigènes et guérilleros de l'État du Guerrero dans les années 60. Selon le Procureur Général de la République, le cas est en phase «d'investigation» et se voit aggravé par des témoignages de personnes qui ont été directement affectées par Acosta Chaparro, et par des informations venant de diverses ONG. On a adjoint à cette première instruction l'enquête menée sur une fosse clandestine du Guerrero où auraient été enterrés des habitants de la commune d'Atoyac de Alvarez. Selon les sources consultées «il n'y a pas encore d'élément qui permette d'établir la responsabilité du militaire». L'enquête a commencé suite à des plaintes émanant du Congrès de Guerrero et de parents des présumés disparus et torturés. Dans les années 60, le général Acosta Chaparro faisait partie avec d'autres militaires et policiers de la Brigade Blanche, formée pour combattre la guérilla de Guerrero. (...) Considéré comme un expert de la lutte anti guérilla, le général est détenu depuis un an à la prison du Camp militaire n°1 pour délit contre la santé et collaboration avec le cuartel de Juarez.

N'oubliez pas

Ce dimanche 24 juin, il y a eu six ans que Julie et Mélissa quittaient définitivement leur enfance, leur vie. Ceux que l'audace d'être libres dans leurs mémoires et dans leurs sentiments n'avait pas en-

core quittés, sont passés nombreux ce jour-là à la petite stèle près du pont de l'autoroute ainsi qu'en témoignent les centaines de fleurs déposées.

Leurs parents

MANIFESTATION DU COMITÉ DES FAMILLES DE DISPARUS AU LIBAN

Le 13 avril est la date «anniversaire» du début de la guerre du Liban. A cette occasion, le Comité des familles de disparus a organisé un rassemblement pour réclamer que cette date soit déclarée journée nationale de la mémoire, ainsi que l'édification d'un monument commémoratif. Wadad Halwani, la présidente du Comité, a souhaité que le Réseau Mondial de Solidarité s'associe à leur demande. Le texte qui suit a donc été envoyé aux autorités libanaises.

RÉSEAU MONDIAL DE SOLIDARITÉ DES MÈRES, FEMMES, SOEURS, FILLES, PROCHES DE DISPARUS COMMUNIQUÉ

A l'attention de Messieurs Emile Lahoud, Président de la République Libanaise; Rafic Hariri, Premier Ministre; Nabih Berri, Président du Parlement.

Le Réseau Mondial de Solidarité des mères, femmes, soeurs, filles, proches de disparus s'associe en ce 13 avril aux actions menées par le Comité des familles de disparus du Liban. Avec les organisateurs et les participants à la manifestation de ce 12 avril, nous revendiquons que le 13 avril soit déclaré au Liban journée nationale de la Mémoire et réclamons avec eux l'édification d'un monument commémoratif.

Plus largement, nous continuerons à réclamer ensemble :

- la libération immédiate de tous les «détenus-disparus» en vie
- la vérité sur les crimes commis et l'identification des responsables des disparitions forcées, des tortures, des meurtres d'opposants, des génocides...
- la suppression des lois d'impunité et d'amnistie pour tous les responsables de ces crimes et leur jugement sans indulgence

- la réparation des préjudices causés aux victimes et à leurs familles

- la fin de la complicité des États dits démocratiques qui, pour des intérêts économiques, soutiennent des régimes inhumains, arment les bras qui tuent et ferment les yeux sur des pratiques indignes et sanguinaires
- l'application réelle des lois, conventions, traités et chartes censés protéger les droits de tous les êtres humains
- la création, dans tous les lieux d'origine des victimes, d'un espace de la mémoire, public et visible de recueillement et de vigilance.

Fait à Liège, le 13 avril 2001.

Carmen Vivanco et Ana Rojas, «Agrupacion de familiares de detenidos desaparecidos» du Chili; Lourdes Uranga, ancienne disparue, Mexique; Delia Bisuti, ancienne disparue et épouse de disparu, Argentine; Khadija Rouissi, «Forum Marocain pour la Vérité et la Justice»; Nadire Mater, «Mères du Samedi» Turquie; Rujin, «Comité des Mères de la Paix», Kurdistan; Sdija Settaf Charif «Secrétariat national de l'union des femmes Saharaoises»; Yolande Mukagasana et Julie Mukamutali, rescapées du génocide, Rwanda; Dusica Bursac Babic «Samohrane Majke», représentante du Comité des disparus au Kosovo, République Fédérale de Yougoslavie; Madjiguène Cissé, «Mouvement des Sans Papiers» France; Carine Russo, association «Julie et Mélissa», Belgique; Fariba Hachtroudi, association «Moha», Iran-France.

Pour la coordination du réseau : Brigitte Kaquet, directrice du Festival Voix de Femmes, Laurence Vanpaeschen, Tania Monville, Ruth Duran, Odette Goffard, Marie-Françoise Stewart-Ebel, Fanchon Daemers

DISPARITIONS AU MAROC

Le régime de Hassan II avait trois piliers : le soutien extérieur quasi inconditionnel des impérialismes français et américain, la corruption (de plus en plus généralisée avec le temps) et la répression de toute velléité de lutte. Cette répression s'exerçait de diverses formes qui ont toutes le même but : dissuader par la terreur (si tu «fais de la politique», il t'arrivera la même chose).

Ben barka et les autres

L'une de ces formes, la plus terrible, est l'enlèvement, «la disparition forcée» : le disparu cesse d'exister pour son entourage et pour sa famille. La pratique de l'enlèvement est ancienne, mais c'est pendant les années 60 et 70 qu'elle a pris de l'ampleur. Quatre figures de disparus en sont emblématiques : Ben Barka, Tati, Rouissi et Manouzi.

On connaît assez bien maintenant les anciennes victimes de l'enlèvement, mais on connaît beaucoup moins les plus récentes : sympathisants du Polisario ou militants des partis «islamistes»... En fait, contrairement aux apparences, la pratique n'a pas disparu et n'est pas près de l'être. 2 cas des plus récents : celui de Marzouki (rescapé de Tazmamart) enlevé puis relâché en 95, celui de Esslami disparu depuis nov. 97. Si l'enlèvement touchait directement et principalement les hommes, il touchait aussi indirectement les proches : femmes sans époux, enfants sans père, mères sans fils, soeurs sans frère. C'est tout naturellement donc que les familles ont été à l'avant-garde de tout le mouvement de lutte contre cette pratique. De démarches en initiatives, cette lutte a déjà porté des fruits et a réussi à se structurer dans une association très active - l'association «Forum Vérité et Justice» (nov. 99) - et sa secrétaire générale n'est autre que la soeur d'un des plus anciens disparus du Maroc (depuis oct. 64). Cette lutte s'est exprimée sous diverses formes : pétition, manifestation, sit-in, mais surtout pèlerinage de masse, en oct. 2000, à l'ancien Bagne de Tazmamart.

La situation actuelle

Les demandes du «Forum Vérité et Justice» sont principalement : La libération des détenus encore en vie; La délivrance de certificat de décès et la restitution des dépouilles aux familles; la réhabilitation des rescapés et de leurs familles (réparation du dommage moral et matériel subi) ; l'établissement de toute la vérité sur les responsables des disparitions et des tortures.

1) les rescapés du bagne de Kelaat-Mgouna libérés en 91 attestent qu'ils y ont laissé des survivants de 16 années de séquestration. Ces survivants n'ont toujours pas été libérés. Houcine Manouzi, 27 ans après sa disparition et 4 ans après la reconnaissance de sa détention par l'Etat, ne l'a toujours pas été non plus.

2) des dizaines de familles n'ont pas encore reçu le certificat de décès; Dans les bagnes de Tazmamart, d'Agdez, de Kelaat-Mgouna sont enterrés des dizaines de personnes dont les dépouilles n'ont pas encore été restituées aux familles.

3) après des années d'enfermement dans des conditions horribles, les rescapés et leurs familles doivent faire face à de lourdes séquelles sur le plan physique, moral et matériel. L'Etat est loin d'en assumer la responsabilité. Pire : il fait tout pour que les réparations divisent les rangs des rescapés, soient resentiées comme une faveur, interviennent comme le résultat d'une démarche individuelle et non collective et, enfin, impliquent une sorte de marché odieux : il faut en contrepartie ne rien dire ni du calvaire enduré ni de ceux qui en sont responsables.

4) Le jugement des responsables n'est pas pour demain. La preuve : les témoignages des victimes ont permis d'établir une première liste de responsables de tortures et d'enlèvements (15 commis de l'Etat dont certains sont encore en fonction et un autre s'est converti à la politique et siège comme «parlementaire»). Elle a été rendue publique par l'Association Marocaine des Droits de l'Homme et, jusqu'à ce jour, le seul résultat tangible est...le harcèlement de ceux qui l'ont publiée : procès de 36 militants de l'AMDH (3 mois de prison et des amendes), expulsion du correspondant de l'AFP, interdiction de journaux...

On le voit, la route est encore longue et escarpée, mais il n'y en a pas d'autre pour qui veut liberté et dignité. —

(*) Pour tout contact avec le «Forum Vérité et Justice» : Khadija Rouissi, 70 rue d'Agadir, Casablanca; tel. et fax : (212 2) 22 41 91. (**) Plus d'infos dans la brochure «Contre l'oubli», Casablanca, Forum Vérité et Justice, 2000 (document établi par les familles des disparus). Voir aussi le site de l'Association Marocaine des Droits de l'Homme <http://www.amdh.org.ma/Amdh>

VISITE DE LA PRÉSIDENTE DE LA AGRUPACION DE FAMILIARES DE DETENIDOS DESAPARECIDOS DU CHILI

Viviana Diaz, présidente de la AFDD -dont deux des membres Ana Rojas et Carmen Vivanco sont parmi les fondatrices de notre réseau mondial- était en visite à Liège les 8 et 9 avril. Lors d'une rencontre publique, elle a détaillé le programme d'action de la AFDD, dont l'axe principal est toujours la lutte contre l'impunité. L'association travaille actuellement sur un projet de loi qui pousserait les auteurs ou les témoins de violations des droits de l'homme à apporter toutes les informations nécessaires, et sur la cri-

tique de la dite «Table de dialogue». Elle exige des Forces armées toutes les informations dont elles disposent sur les disparitions et les violations des droits de l'homme, critique les positions du nouveau Cardinal qui a appelé à réduire les exigences de justice clamant que les bourreaux n'avaient fait qu'obéir à des ordres et enfin, réclame que le procès de Pinochet puisse se poursuivre sans pressions d'aucune sorte. Elle a aussi annoncé l'inauguration du nouveau siège de la AFDD, appelée

«Casa de la Memoria Sola Sierra».

Viviana Diaz a ensuite visité l'association «Territoires de la Mémoire» dont l'exposition permanente retrace l'histoire de l'horreur nazie en Europe. Un travail de collaboration permanente entre ces deux «maisons de la mémoire», au Chili et à Liège, s'est initié, et V. Diaz a été nommée marraine des «Territoires».

LA DEUXIEME RENCONTRE DES MERES, FEMMES, SOEURS, FILLES, PROCHES DE DISPARUS

En avril 2000, le 5ème Festival International Voix de Femmes faisait le choix d'une implication politique plus affirmée en mêlant aux voix des artistes invitées, celle d'une dizaine de femmes proches de disparus de diverses parties du monde.

Ces femmes ont échangé leur histoire, leur douleur, leur combat, et ont témoigné publiquement lors d'une rencontre «Cultures en résistance» qui a duré trois jours.

Ont participé à cet premier échange : Carmen Vivanco et Ana Rojas, «Agrupacion de familiares de detenidos desaparecidos» du Chili; Lourdes Uranga, ancienne disparue, Mexique; Delia Bisuti, ancienne disparue et épouse de disparu, Argentine; Khadija Rouissi «Forum Marocain pour la Vérité et la Justice», Maroc; Sanaa Bachir Elbizri, «Comité des Familles de disparus», Liban; Nadire Mater, «Mères du Samedi», Turquie; Sdiga Settaf Charif, «Secrétariat National de l'Union des Femmes Sahraouies»; Rujin, «Comité des Mères de la Paix», Kurdistan; Yolande Mukagasana et Julie Mukamutali, rescapées du génocide, Rwanda; Dusica Bursac Babic «Samohrane Majke», représentante du Comité des disparus au Kosovo, République Fédérale de Yougoslavie; Madjiguène Cissé, mouvement des sans papiers, France; Carine Russo, association «Julie et Mélissa», Belgique.

A l'issue de cette rencontre, toutes ces femmes ont décidé spontanément de rédiger une déclaration et de fonder le «Réseau Mondial de Solidarité des mères, épouses, filles, soeurs, proches de disparus». Ce réseau permet à ses membres de réagir rapidement lorsqu'une situation difficile se présente, ce qui a été le cas de Khadija Rouissi au Maroc en décembre 2000 (voir pavé sur le Maroc). Il y a des projets, dont la lettre du réseau, qui est une des premières réalisations concrètes. Il y a aussi la volonté de continuer les rencontres, de solidifier les relations, pour renforcer le combat et encourager chacune dans les luttes qu'elle mène.

C'est dans ce mouvement que s'est inscrite la deuxième Rencontre des mères qui s'est tenue le 1er février 2001 (dans le cadre du Festival de Liège et organisée par le Festival Voix de Femmes et «D'une certaine gaieté-le Cirque Divers»).

Y ont échangé leurs expériences : WADAD HALWANI, présidente du Comité des parents de Disparus au Liban, KHADIJA ROUISSI, responsable du Forum Marocain pour la Vérité et la Justice, FARIBA HACHTROUDI, de l'association Moha, Iran, auteur de «Iran, les rives du sang» éd. du Seuil, YOLANDE MUKAGASANA association «Nyamirambo», rescapée du génocide, Rwanda et ADALJAT, Ouïghour du Kazakstan.

Ont également participé au débat la chanteuse Esmá REDZEPOVA (tzigane de Macédoine) ainsi que certaines représentantes du réseau vivant en Belgique (Carine RUSSO, association «Julie et Mélissa; Marie-Françoise STEWART des femmes en Noir; Ruth DURAN de la Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos; Odette GOFFARD de la Casa Nicaragua; Brigitte Kaquet, Tania Monville, Fanchon Daemers et Laurence Vanpaeschen, pour la coordination du réseau). A cette occasion, Fanchon Daemers a offert quelques chants a capella en dédicace aux «Mères». Suite à cette rencontre, les trois «nouvelles», Wadad, Fariba et Adaljat, se sont jointes au réseau.

Extraits choisis de cette rencontre, où l'on retrouve chez chacune, les thèmes de la douleur qui se fait force, du silence complice de l'horreur, du devoir de mémoire, de la vérité et de la justice nécessaires pour la reconstruction, et de l'éducation à la paix.

Khadija Rouissi:

Au Maroc, après l'indépendance en 1956, les autorités ont recouru de façon systématique à la disparition forcée comme moyen de répression contre les opposants politiques et syndicaux. Du début des années 60 jusqu'en 1997, cette pratique a été systématique et les disparus se comptent par centaines. Toute arrestation est en fait un enlèvement. Certaines personnes, après des jours, de semaines, des mois, sont parfois présentées à la justice et jugées.

Mais il y en a d'autres qui purgent des peines interminables, sans être présentés à des juridictions et qui sont dans des lieux de détention secrets qui se comptent par dizaines, comme le bagne célèbre de Tazmamart. Il y a aussi des appartements, des villas qui sont utilisés à ces fins. Les détenus n'ont pas le droit à la visite, ils n'ont aucune communication avec le monde extérieur, ils sont isolés pendant des mois, des années. Des dizaines de personnes ont trouvé la mort dans ces conditions. Quant à moi et à ma famille, nous avons aussi connu la disparition. Mon frère a été enlevé le 10 octobre 1964. C'était un militant syndicaliste, il a été enlevé 27 jours avant de fêter ses 25 ans et depuis, on se sait rien de lui. En 1972, ils ont enlevé un autre de mes frères, qui s'appelle Jamaledine. Il a été libéré par la suite. En 1973, ils ont encore enlevé mon frère Mohamed qui a été libéré après 7 mois de détention. Il a subi des tortures atroces, ils lui ont enlevé ses ongles... et maintenant il vit une situation très difficile.

Parfois, les enlèvements se faisaient de façon collective : on enlevait un groupe de personnes. Comme lors des événements sociaux de 73, de 81 de 90, de 84, qui ont été féroce-

ment réprimés. Après l'amnistie proclamée en 92 et la libération des prisonniers politiques, le dossier de la disparition forcée n'a pas connu une solution juste et équitable. Les familles de disparus ont continué à militer pour que le sort de leurs proches soit clarifié.

Leurs principales revendications sont : la libération des personnes encore en vie, la remise des dépouilles de ceux qui sont décédés, toute la vérité sur ce qui s'est passé ainsi que le jugement des responsables de ces crimes et la réparation des dommages. Lorsqu'on parle de réparation des dommages, je veux évoquer essentiellement l'instauration de lois qui protègent le citoyen marocain contre ces pratiques. C'est aussi une lutte contre l'impunité, qui peut encourager à la récidive.

Les familles et les victimes de la détention arbitraire et toutes les victimes de la répression politique au Maroc durant 40 ans, se sont rassemblées en une association qui s'appelle «Forum Vérité et Justice». Le Forum, actuellement, travaille à ce que toute la lumière soit faite sur cette époque où le Maroc a vécu des violations graves des droits de l'homme. Au Forum, notre revendication principale actuellement est la constitution d'une commission indépendante, qui soit constituée de personnes intègres, connues pour leur respect des droits de l'homme, et qui aura à enquêter sur les cas de

disparitions forcées, sur la torture, sur les assassinats, et aussi de réparer les dommages causés aux victimes.

La disparition forcée a semé la terreur au sein du peuple. Cette terreur a fait que les Marocains n'arrivent plus à participer activement à la vie politique. Depuis le début des années 60, on peut trouver que chaque jour il y avait une violation des droits de l'homme, il y avait disparition, il y avait enlèvement, il y avait torture, il y avait emprisonnement et il y avait des procès d'opinion, des procès contre des personnes qui luttèrent pour qu'il y ait un Maroc meilleur.

Le Forum Vérité et Justice lutte aussi pour qu'il n'y ait plus cela. Nous avons organisé des pèlerinages vers plusieurs centres de détention dont celui de Tazmamart. Un des ces pèlerinages a été interdit par les autorités pour des raisons sécuritaires. On dit qu'il y a des changements au Maroc. Le roi Hassan II est décédé, il y a un roi nouveau qui déclare qu'il y aura plus de respect des libertés publiques, qu'il y aura une démocratie. Mais on en est au stade des déclarations, on n'en est pas au stade du vrai respect des droits de l'homme, de l'État de droit et des libertés publiques. Dernièrement, il y a eu interdiction de trois journaux qui ont osé évoquer des sujets tabous comme le trône, la religion, tout ce qui se rapporte à l'économie, à ceux qui détiennent les pouvoirs et qui ne veulent pas se voir critiquer.

L'association marocaine des droits humains a publié une liste de 14 personnes responsables de violations des droits de l'homme, qui sont accusées d'avoir participé activement aux assassinats et aux enlèvements au Maroc. Quand cette asso-

ciation a publié cette liste, elle a aussi organisé un sit in devant le Parlement pour demander la création d'un comité d'enquête au sein du Parlement. Les personnes qui participaient à ce sit in ont été massacrées, 46 personnes ont été arrêtées. 36 personnes, dont moi-même, passent en procès le 28 février pour avoir participé à ce sit in.

Au début des années 60, il y avait un silence horrible. Personne ne parlait de ce phénomène au Maroc, et les premières actions que les familles des prisonniers politiques ont menées étaient un combat solitaire, ingrat. Lorsque les anciens disparus nous racontent leurs histoires, c'est toute la société

Fariba Hachtroudi :

Nous, les Iraniennes, avons vraiment besoin de courage pour pouvoir continuer. Parce que depuis 20 ans, on vit une horreur au quotidien, et on n'arrête pas de nous dire que les choses vont bien, qu'il y a un gentil président qui est arrivé au pouvoir et qu'il faut attendre.

Mon parcours personnel est un parmi des millions. Qu'est-ce qui s'est passé en Iran ? Il s'est passé une chose inouïe : ce que vous, vous avez vécu au Moyen Age, nous on est en train de le vivre au seuil du 3ème millénaire. C'est-à-dire une inquisition inimaginable, un pouvoir théocratique qui se dit représentant de Dieu sur terre, et qui ne reconnaît aucun droit pour aucun être humain. Et le représentant de Dieu sur terre -qui était Khomeiny maintenant c'est Khameneivous dit quoi penser, quoi faire, quoi mettre, comment être dans votre lit avec votre mari. Et ça on le vit depuis 20 ans. Moi, j'avais 13 ans quand on m'a envoyée en France pour continuer mes études, j'avais 28 ans quand j'ai terminé mon doctorat d'art et d'archéologie. J'avais envie de rentrer et je me suis dit ce n'est peut-être pas le moment : je suis toujours en France et j'ai 49 ans. Mon père était un des plus grands scientifiques et défenseurs des droits de l'homme, un grand philosophe, qui s'est toujours battu pour les enfants de cette terre. Il aurait pu être n'importe où parmi les illustres de ce monde, il a sacrifié sa vie pour que les jeunes de ce pays puissent avoir les mêmes droits que vous et d'autres occidentaux en Europe. J'ai été éduquée par ces valeurs. Je n'ai pas pu rentrer après la révolution et je n'ai pas pu continuer comme rat de bibliothèque au Musée du Louvre où je travaillais, en me disant : «On écrase les Iraniens comme des mouches en Iran, je ne peux pas rester ici indifférente». Le journalisme s'est imposé à moi comme un devoir de mémoire immédiate. De là, en 85, je me suis dit que je ne pouvais pas écrire sur un pays que je n'avais pas vu, surtout sur ce qui se passait pour les femmes. Donc, j'ai entrepris un voyage hallucinant -je crois que j'étais très inconsciente-, illégal, parce que j'étais déjà sur la liste rouge de Mr Khomeiny. Je suis partie en Iran illégalement via le désert du Baloutchistan. Je voyais tous les Iraniens qui fuyaient dans l'autre sens et les passeurs Baloutchs qui me disaient : «Im-

Wadad Halwani :

Le voyage de souffrance que je porte a commencé en 1982, en septembre, lors de l'enlèvement de mon mari de notre domicile à Beyrouth, devant mes yeux et en présence de mes deux petits enfants. Il était une des centaines de personnes qui étaient contre la guerre entre Libanais, et le point faible du Liban, c'est la division confessionnelle religieuse et tout le régime politique se base sur cette division. Alors, mon mari luttait pour tous. Il était très actif sur le plan social durant l'invasion israélienne au Liban. Il a travaillé à assurer le pain et l'eau pour tous, l'essence pour les hôpitaux pour que les gens résistent, ne quittent pas leur domicile durant l'invasion israélienne. Les gens qui luttait contre les divisions ne plaisaient pas...

Quelques semaines après l'enlèvement de Adnan je me trouve à la recherche de milliers de personnes en rencontrant des familles, des parents, des proches qui cherchent leurs bien aimés. Cette rencontre et la formation de notre comité ont été le fruit du hasard. C'est la souffrance qui a uni des centaines de femmes et d'enfants, sous les bombardements et sans aucune peur, au temps où Beyrouth était divisé par les seigneurs de la guerre, les milices libanaises, en Beyrouth Est et Ouest. Il y avait une ligne de démarcation entre les deux Beyrouth. C'est par un simple appel que j'avais lancé sur une radio locale que les femmes se sont réunies. Je m'attentais à rencontrer une ou deux femmes pour revendiquer le retour de nos proches enlevés, mais je me suis trouvée face à des centaines de femmes et d'enfants. Les uns pleurent et les uns racontent leur histoire : celle qui a perdu son fils, celle dont mari a été enlevé de son lit... Alors j'ai proposé à ces gens de manifester auprès du premier ministre. C'était le premier pas de la naissance de notre comité. Cette manifestation a été arrêtée par l'armée. On était en état d'urgence, il était défendu de manifester, de se regrouper, c'était toujours la guerre. Et après des négociations et des insultes avec les militaires, on a obtenu que cinq d'entre nous puissent rencontrer le premier ministre. Et ces 5 parmi nous, per-

qui est dans l'embarras. Tout le monde dit : qu'est-ce qu'il fallait faire? On est responsable d'avoir contribué d'une façon ou d'une autre à ces crimes. En se taisant, en s'isolant de ce combat. Il y a la complicité des gouvernements européens, mais aussi la complicité de l'intérieur. Des personnes nous disent «arrêtez, tournez la page. Toi Khadija, ton frère a disparu en 64, quel âge a-t-il maintenant, il n'est plus. Arrêtez, il y a d'autres priorités, il y a le développement, l'économie». Ils oublient que mon frère a été arrêté parce qu'il était syndicaliste, il revendiquait le droit de ses semblables, une répartition plus équitable des richesses du pays et le dévelop-

bécile, tout le monde est en train de fuir. Toi comme une folle tu es en train de rentrer !» Et pendant deux mois, j'ai vécu l'horreur ! Je pensais être une femme fière, je pensais être une femme qui pouvait tenir tête à des hommes et bien, au bout de une semaine, j'étais comme un mouton. Je voyais un milicien, je rasais les murs, je baissais les yeux et je n'avais qu'une envie, c'était de partir de ce pays de fous. Je suis revenue en France et je me suis dit que ce n'est pas avec des mots qu'on peut combattre ces gens là. J'ai rejoint l'opposition armée, avec beaucoup de difficultés. J'abhorre tout ce qui est politique et quand vous êtes dans une lutte armée, il y a des dogmatismes. Pour une intellectuelle, c'est pas forcément facile. Mais stratégiquement, je suis d'accord avec eux. Ces gens là ne connaissent que le langage de la force et il faut y aller avec la force.

En 96, pour être quand même fidèle à l'esprit de mon père, avec des amis Français et des Iraniens, j'ai fondé une association culturelle au nom de mon père, l'association MOHA. Les bases de notre association sont la laïcité, la culture, l'ouverture d'esprit et la lutte contre le sectarisme quel qu'il soit. Je l'ai fondée parce que je pense que dans nos pays on a besoin d'abord des organisations non gouvernementales. Et surtout c'était pour me démarquer un peu du groupe politique avec lequel je travaille, pour dire : «Là-dessus je suis pas d'accord. Là-dessus, je suis d'accord.» De marquer la différence, parce que je crois que c'est comme ça qu'on arrivera à une démocratie en Iran. Depuis que j'ai rejoint l'opposition armée, je savais pertinemment que j'allais payer le prix fort. Ma vie a été en danger, la police française me l'a dit, quand il y a eu des vagues d'attentats en France, j'étais sur la liste. Et il y a eu des pressions sur la vie de ma famille en Iran... Naïvement, je pensais que ma mère ne serait pas touchée parce que mon père était une personnalité, mais ces gens là s'en foutent! J'ai appris sa mort dans des conditions très troubles, je n'ai pu rien faire, parce que toute ma famille était prise en otage là-bas. On était des pestiférés non seulement au sein du régime iranien, mais également au sein de la société française laïque, républicaine qui voulait négocier avec l'Iran, qui voulait négocier avec les Mollahs. Parce que le gaz, le pétrole iranien, la position stratégique de l'Iran sont très importants.

sonne ne connaît pas personne, nous sommes... Finalement une dizaine de femmes ont sauté dans la jeep et personne ne voulait en descendre et nous avons toutes rencontré le premier ministre. On a décidé de répéter la manifestation, de répéter les visites aux responsables tous les jours. Puis on a appelé les gens par les radios à venir auprès de nous pour enregistrer le nom de leurs proches disparus ou enlevés.

Nous étions pendant la guerre le seul groupe qui rassemble des gens de toutes les confessions religieuses, de toutes les classes sociales, de toutes les régions libanaises, des femmes libanaises et même palestiniennes. Et c'est toujours le cas. La guerre a duré jusqu'en 1990, année de la déclaration de la paix. Je dis «déclaration de la paix» entre guillemets parce que la paix n'a touché qu'une minorité de la société. Jusqu'à aujourd'hui, des gens qui avaient été enlevés par les milices libanaises ne sont toujours pas revenus. C'est pour cela que aujourd'hui encore nous continuons notre action. Jusqu'à l'année passée, les autorités successives ont fermé leurs oreilles, n'ont voulu nous donner aucune réponse. La seule chose qu'on nous répétait était que pendant la guerre, les milices étaient plus fortes que les autorités officielles. Mais une fois la paix venue, nous leur avons dit qu'ils n'avaient plus aucune raison de pas résoudre notre problème. En 1999, nous avons pu mobiliser une partie de la société civile et nous avons mené ensemble une campagne nationale sous le titre «Le droit de savoir». En juillet 2000, après 18 ans de lutte acharnée, nous avons réussi à obliger le gouvernement libanais à reconnaître l'existence de la question des personnes enlevées et disparues pendant la guerre dont le nombre s'élève à 17.000. Cette campagne a abouti à ce que le gouvernement forme une commission officielle d'enquête, qui a travaillé pendant six mois et qui a présenté son rapport au premier ministre le 25 juillet 2000. Ce rapport dit que la commission n'a retrouvé aucune personne vivante et qu'on peut donc considérer que toutes les personnes disparues et enlevées pendant la guerre sont mortes. Il a donc fallu lutter pendant 18 ans pour savoir si j'étais veuve, si cet enfant était orphelin. La vérité, dans toute son amertume est très dure.

pement économique du Maroc. Arrêtons ce scandale. «Tour-nons la page» ! On ne peut pas tourner une page sans la lire, sans la comprendre, sans l'assimiler. Ca ne doit pas se reproduire. Ca doit s'arrêter ! La disparition est un phénomène mondial. On s'est rendu compte lors de ces rencontres avec les autres mères, soeurs, que ces pratiques ont sûrement été enseignées par des services secrets internationaux dans tous les pays. Ce sont les mêmes pratiques partout. Et la même démagogie maintenant pour tourner la page. On refuse qu'elle soit tournée ainsi.

Mon arme a été l'écriture par delà tout. J'allais mourir sans elle, j'allais étouffer vivante. J'avais vu des mères dont on avait massacré tous les enfants. J'avais vu des filles violées quinze fois par des gardiens de la révolution. Pendant toutes ces années, je suis allée dans toutes les communautés iraniennes. Aux États Unis, dans les prisons en France, dans les camps de réfugiés... Mon second roman a été le fruit de tout ça et j'ai pu surpasser ma propre douleur en pensant que j'étais une parmi ces millions et qu'il ne fallait surtout pas perdre espoir. De ma douleur, j'ai essayé de faire une force. Depuis cinq ans qu'on nous serine que Khatami est un gentil bonhomme, jamais les choses n'ont été aussi atroces en Iran qu'aujourd'hui. Suicides de femmes : un des taux les plus élevés du monde, des jeunes filles de 14 ans qui s'immolent, la prostitution féminine et enfantine dépasse l'imagination, la drogue, le Sida, l'inégalité sociale, 58% de la population iranienne vit au-dessous du seuil de la pauvreté alors qu'il y a 1% de multi milliardaires à l'échelle internationale... Depuis que Khatami est là il y a eu 11 lapidations d'hommes et de femmes, il y a des centaines d'exécutions... Et on veut nous vendre ce bonhomme comme modéré. Mais de quoi parle-t-on ? C'est la loi du silence qui est faite au coeur de l'Iran. La complicité extérieure, des gouvernements et des démocrates et des laïcs et des républicains, est monstrueuse. Non seulement je ne peux pas rentrer en Iran, non seulement on a massacré mes parents qui ont été des serviteurs de ce peuple pendant toute leur vie, mais ici aussi en Occident on me renie. En France, je n'arrive plus à publier un seul papier politique parce que les journaux refusent ce que je peux écrire. Parce que le conformisme veut que les choses devraient petit à petit aller mieux en Iran, parce que il y a un président gentil. C'est toute une mythologie qu'on est en train de faire avaler à l'opinion publique mondiale. Les choses vont tellement mieux depuis que Khatami est au pouvoir qu'il y a 1500 Iraniens qui quittent le pays tous les jours! On essaie de les aider et de faire un devoir de mémoire et de communication. De dire que les reportages que vous voyez sur Arte et qui vous disent «le pays est magnifique, allez là-bas» ne sont pas la réalité. Si c'est si bien là-bas, pourquoi je ne peux pas rentrer ? Qu'est-ce que j'ai fait?

Mais nous avons quand même obtenu un résultat positif : obliger les autorités à reconnaître cette question, savoir la vérité, même une vérité incomplète. Il y a en effet toujours des personnes dont on ne connaît pas le sort, surtout celles qui ont été enlevées par d'autres États : principalement par Israël, et ceux qui sont dans les prisons syriennes. Pour que la vérité soit complète, il faut investiguer sur le sort de toutes ces personnes, il faut déterminer les responsables de ces crimes et il faut les juger. Mais la situation au Liban est compliquée et paradoxale, car les seigneurs de la guerre, ceux qui ont bombardé, ceux qui ont enlevé, sont aussi les seigneurs de la paix, puisque certains d'entre eux sont députés au Parlement, ou sont ministres. Mais nous continuons notre action pour la justice, contre l'impunité de ces criminels, pour défendre notre droit à la mémoire. C'est pour cela aussi que nous réclamons que le 13 avril (jour du début de la guerre civile en 1975) soit proclamé journée nationale de la mémoire, et l'édification d'un monument à la mémoire de toutes les victimes de la guerre, pour que la guerre ne revienne jamais et qu'on en tire des leçons. La justice est un combat qui est de la responsabilité de toute la société civile. Nous sommes une cinquantaine de femmes à mener ce combat, mais nous avons espoir de réussir à planter des jalons pour une vraie paix au Liban. Parce qu'on a réussi à susciter l'intérêt et surtout à être soutenus par les jeunes au Liban.

La jeunesse est une question essentielle. La majorité des personnes enlevées et disparues appartiennent à la classe moyenne et à la classe ouvrière. En enlevant le père, on a créé des problèmes sociaux terribles. Souvent la femme ne travaille pas, parfois elle est analphabète, alors elle est obligée d'envoyer les petits enfants travailler. Il y a une génération qui a grandi sans aller à l'école, sans avoir un métier, en étant exploitée, en travaillant sans assurance sociale, dans des conditions très misérables. Elle a grandi sans père, sans affection, sans vie familiale stable. Elle grandit dans la haine et on a peur de ce que cette génération peut devenir. La stratégie du pouvoir est de nous forcer à oublier, alors qu'il ne pourra y avoir reconstruction que par la vérité et la justice.

Yolande Mukagasana :

Je suis née dans le sud du Rwanda, à Butare. En 1994, j'étais mariée, j'avais trois enfants, j'étais infirmière. Et en 94 j'ai tout perdu. J'ai perdu mon mari et tous mes enfants. J'ai perdu mon frère et mes soeurs, mes amis. Souvent, je dis aux gens que je suis née en 94, parce que c'était comme si je n'avais jamais existé. Je n'avais même plus de photos, je n'avais plus rien. Toute mon histoire était détruite. Cela n'a pas été un hasard, mais je ne peux pas dire que je m'y attendais. On ne s'y attend jamais.

J'ai appris que je suis Tutsi à l'âge de 5 ans quand j'ai vu pour la première fois des gens frapper ma mère pour lui faire dire où était mon père pour aller le tuer. Ce n'est qu'aujourd'hui que je réalise que mes grandes soeurs avaient été cachées contre les viols. A ce moment, je me voyais toute seule avec ma mère qui avait peur. Quand ces hommes ont commencé à la frapper je l'ai prise par ses jupes comme si elle pouvait me protéger. Et l'homme qui me fait basculer, qui me fait tomber, qui m'immobilise de son pied sur la poitrine et qui me transperce la cuisse droite avec une lance. Je n'ai pas compris pourquoi. Et je pense que je ne le comprendrai jamais. J'ai eu plus de surprise que de mal et je n'ai même pas pleuré. Ma mère qui ne parlait pas et moi qui ne pleurais pas, je pense que la situation les a fait partir. Je vois encore ma mère qui m'emmène dans la bananeraie pour me cacher avec elle, et qui m'interdisait de pleurer pour ne pas qu'ils reviennent nous tuer. Je lui disais, mais maman, tu dois m'emmener à l'hôpital. Et elle me disait, non, nous n'avons pas droit à cela non plus. Quand je revois ma scolarité, ce que j'ai subi, c'est ce que mes enfants ont subi. Dire qui est Hutu et qui est Tutsi en classe, mettre des enfants d'un côté et les autres de l'autre côté. Je me souviens qu'on était seulement deux qu'on appelait Tutsi à l'école. L'autre s'appelait Odette. Je ne peux en aucun cas l'oublier, son visage est toujours devant moi. Elle, elle correspondait tout à fait au prototype du Tutsi qu'on apprenait. Par contre, on faisait la démonstration sur moi qu'il ne fallait pas se laisser tromper. Parce que je n'ai pas toute la physiologie. Alors tous les enfants devaient toucher mes cheveux et voir qu'ils n'étaient pas assez crépus pour être des cheveux de nègre. Pendant la récréation, tous les enfants faisaient un cercle autour de moi pour me toucher et pour m'humilier.

C'était comme si nous n'étions pas des humains. J'ai pu connaître ma vraie histoire et la vraie histoire de mon pays par mon père, parce que je rentrais en larmes de l'école. On nous y apprenait que le Tutsi était méchant et je demandais à mon père pourquoi ils étaient méchants et c'est lui qui m'expliquait la vérité. Et il me disait : «n'en parle jamais à personne sauf à tes enfants. Il est interdit de le dire. Il faut répondre ce qu'on vous apprend à l'école». A l'âge de 18 ans, on m'a envoyé une carte d'identité à l'école où il était écrit «Hutu». J'étais surprise. Une semaine après, on me l'a reprise : on s'était trompé. On a écrit Tutsi dessus. Chaque fois qu'on nous demandait notre carte d'identité, je me sentais de trop. On savait qu'on n'avait droit à rien. Je suis la seule de la famille qui ait pu dépasser les primaires. Il fallait acheter nos droits, mais on était habitués à cela.

Je me suis mariée à un homme qui était orphelin. Au début, je ne voulais pas me marier à lui. Il était comme mon frère parce qu'il avait été élevé par la tante de ma mère. Je le prenais pour un cousin lointain. On m'a expliqué que c'était un orphelin des massacres de Tutsi de 1963. Même à l'ONU à ce moment on a parlé de génocide mais ça n'a jamais été confirmé. Il

Adeljat :

Je suis ici depuis deux ans et demi. J'ai besoin de vous parler. Je suis Ouïghour. Je suis venue du Kazakhstan, où les Ouïghours habitent en tant que minorité. Je suis sûre que récemment vous avez tous entendu tout cela à la télévision. Je veux expliquer que ça ne se passe pas comme on vous l'a montré dans les reportages. Avant, nous avions un grand pays, une langue maternelle. Un jour, l'Union Soviétique et la Chine, nous ont divisés en deux. Une partie est restée en Union Soviétique et une grande partie de mon peuple maintenant est en Chine. Mais on ne nous appelle plus comme avant, on n'est plus dans notre pays, nous sommes une colonie de la Chine. Notre pays s'appelle maintenant Sinjian, ce qui veut dire en chinois «nouvelle terre». Voilà déjà 51 ans que nous vivons l'assimilation forcée. Nous sommes sans patrie, sans culture et nous sommes considérés au Kazakhstan comme des réfugiés. Nous sommes d'ailleurs réfugiés dans plus de cinq pays. Ici, on vous dit que le Kazakhstan est un pays démocratique, qu'il n'y a pas de problèmes. Mais j'ai vécu là depuis que je suis petite et je peux raconter que ce n'est pas vrai. La carte d'identité au Kazakhstan mentionne l'origine. Je suis donc désignée sur ma carte comme Ouïghour. C'est comme un cachet de criminalité. Quand on voit ces mots sur votre carte, on vous refuse tout : pour les études, pour se faire soigner à l'hôpital c'est extrêmement difficile. Avant de vous soigner on vous demande de quelle origine vous êtes. Dans les cinq pays d'Asie où nous sommes «réfugiés», nous disons que nous sommes Ouïghour en baissant la tête, avec honte. Quand je suis allée m'inscrire pour tenter de faire des études d'accoucheuse, j'avais peur. La première question qu'on m'a posée a été : « De quelle nationalité es-tu ? » J'ai répondu Ouïghour en tremblant et on m'a répondu : «Allez, pour être simple infirmière, ça ira. Mais pas infirmière supérieure!» Je suis rentrée chez moi en pleurant et j'ai dit à ma mère «Ils m'ont acceptée même si je suis Ouïghour!». On n'y croyait pas. Ma fille était très malade et à cause de notre origine, on n'a pas accepté de la soigner directement. Alors ça s'est aggravé et elle était dans un état critique. Finalement un médecin a accepté de l'opérer à l'hôpital mais trop tard. Elle garde toujours des séquelles. Elle ne pouvait pas avoir de lit si je ne payais pas énormément et j'ai dû courir partout pour essayer de rassembler la somme. Simplement pour que ma fille ait un lit à l'hôpital.

En hommage aux proches de disparus, Fanchon Daemers a composé «Les souvenirantes», une chanson inspirée par les propos des mères, femmes, soeurs, filles, proches de disparus tenus lors de la première rencontre en avril 2000 et par les livres de Yolande Mukagasana (Rwanda), Fariba Hachtroudi (Iran) et Souha Bechara (Liban). Elle a créé cette chanson lors de la deuxième rencontre du 1 février, et l'a dédiée aux femmes, proches de disparus. En voici le texte.

Les Souvenirantes

Dans le silence des vivants,
entendez-vous la plainte
des effacés d'une Histoire
qui ment impunément ?

La haine est sans courage :
elle masque son visage,
camoufle son nom,
gomme celui des autres.

Nous sommes les revenantes
des condamnés à l'oubli,
nous sommes les souvenirantes

des visages, des noms en sursis.
Notre mémoire se révolte,
entre en résistance.
la révolte arrache nos cris
à la douleur folle.

Ne pas se désister,
en soi se relever.
Quand tout en nous est mort,
il nous faut vivre encore.
Après l'adversité,
l'adversaire en nous-mêmes
nous pousse à disparaître.
Tenir... Tenir debout.
Combattre une Justice
qui absout l'indifférence.

y a eu des milliers de morts. Il y a eu des massacres en 59, en 63, dans les années 67, 68, 73... Il n'y a jamais, jamais eu une seule personne qui a été mise en prison pour avoir tué un Tutsi. Au contraire. En 94, la plupart des intellectuels qui avaient joué un rôle dans la division et dans les tueries étaient au pouvoir. Pour moi, ce qui s'est passé en 94 n'était que la continuité de l'histoire. Chaque fois qu'il y avait des massacres, les Tutsi qui parvenaient à s'échapper fuyaient le pays et chaque fois qu'ils voulaient rentrer, nous à l'intérieur on subissait des pressions du pouvoir.

C'est en 94 qu'arrive la solution finale, comme on l'appelait, du problème tutsi. Je ne sais pas si je peux être contente d'avoir survécu à cela après avoir perdu tous ceux que j'aimais, mais cachée sous un évier, j'ai décidé de témoigner du génocide si je survivais. J'ai constaté que le monde entier nous avait abandonnés et je me demandais ce que nous avions bien pu lui faire. En ce moment, j'en voulais au monde entier. Aujourd'hui, j'ai pu voir qu'il y a des gens de bonne volonté qui veulent que la vérité soit dite, que la justice soit faite, même si parfois, ils n'ont pas beaucoup de force. Et j'ai décidé de vivre, de lutter contre les divisions. C'est pour cela que nous avons fondé une association qui est une fondation pour la mémoire et la reconstruction. La mémoire du génocide au Rwanda mais aussi la reconstruction aussi bien de la société rwandaise que du pays. Le tissu social rwandais est déchiré et pour moi, on ne peut pas reconstruire ce tissu sans amour pour ce peuple. Il faut commencer par les aimer comme ils sont et les aider. Je suis retournée au Rwanda avec le photographe Alain Kazinierakis et nous sommes allés dans les prisons. J'avais peur de rencontrer les bourreaux, ils représentaient cette mort que j'ai vue, ce viol des enfants. Mais j'ai pu dépasser cette étape, j'ai pu les écouter. Parmi eux, il y en a qui plaident coupable du génocide, qui sont prêts à expliquer ce qu'ils ont fait. Et ça, j'en avais besoin. Je ne comprendrai jamais, mais autant les accepter comme ils sont et essayer ensemble de reconstruire ce qu'ils ont détruit. Parmi eux, j'ai vu les victimes de l'idéologie, les enfants au Rwanda ont tué. Nous avons rencontré un enfant qui a tué quand il avait 10 ans. Il a tué d'autres enfants, ses propres amis.

Je ne veux pas accepter. Jamais. Je ne vois pas ce que j'ai encore à perdre pour ne pas lutter. Et je n'accepterai pas cette impunité. Ce que je reproche beaucoup à l'Occident c'est que la coopération a continué. Le Rwanda était appelé la Suisse d'Afrique, tellement tout était prospère, pendant que nous criions «au secours, on va nous exterminer». Personne n'a voulu savoir parce que les intérêts priment sur la vie de l'être humain.

Un journaliste burkinabé qui a été tué fin 98, Norbert Zongo, disait «le pire dans la vie, ce n'est pas la méchanceté des hommes mauvais, c'est le silence des hommes bons». Je pense que le silence tue plus que tout autre chose. Nous, quand on a crié au monde entier qu'on allait nous exterminer, le monde a gardé le silence. Les médias sur place ont activé le génocide, en l'absence totale de l'Occident. Même les casques bleus ont été tous rappelés. Après le génocide, le silence continue. Nous les survivants du génocide, on n'a rien à dire. Au pays, nous embêtons beaucoup la politique de réconciliation et d'unité nationale, parce que nous parlons du génocide. A l'extérieur du pays, si nous voulons faire une association pour nous mettre ensemble, on nous traite d'extrémistes tutsi, on nous dit que nous refusons la réconciliation. Les médias occidentaux continuent de nous diviser en Hutu et Tutsi, alors que cette carte d'identité n'existe plus! Si on est silencieux devant l'horreur, on est complice par omission.

Jamais personne ne parle de nous, le monde entier est silencieux à notre sujet. Notre situation est très semblable à celle du Tibet. Nous sommes une colonie de la Chine et la politique de la république chinoise est similaire à celle menée au Tibet. C'est l'assimilation forcée, l'immigration de colons chinois, la répression... Toutes les tentatives d'expression pour expliquer que nous existons sont interdites. En Chine nous sommes 11 millions selon les recensements. Au Kazakhstan, nous ne sommes pas pris en compte dans les recensements alors que nous sommes environ 250.000. A cause du rapport de l'envoyée par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides belge, Catherine Smith, qui a été au Kazakhstan un mois, et qui a dit que tout se passe bien et que c'est un pays démocratique, le gouvernement belge a décidé d'expulser massivement les Kazakhs. Mais les Ouïghours n'ont pas de patrie au Kazakhstan, ils ne savent pas où aller. Quand nous serons renvoyés au Kazakhstan, des grands problèmes nous attendent et aussi la prison.

Les autorités Kazakhs nous disent que notre pays est la Chine et que nous devons y rentrer! Tous les républiques de l'ancienne Union Soviétique connaissent de graves problèmes économiques. Et les gens deviennent très méchants. Ils disent que leur problème vient de nous, parce que nous habitons là, et que nous mangeons leur pain... Et si maintenant nous sommes renvoyés au Kazakhstan, où nous sommes toujours persécutés, je sais bien qu'ils nous attendent. 80% des détenus dans les prisons Kazakhs sont Ouïghours. Mais la Chine mène une politique d'assimilation forcée et dans la province où nous sommes, elle envoie chaque jour 10.000 Chinois s'installer. Pour nous faire disparaître peu à peu. Ils rendent notre peuple volontairement analphabète. Il n'y a pour nous pas d'autre enseignement permis que celui du Coran. Les Chinois disent «Vous n'avez pas besoin d'aller à l'école, étudiez le Coran, c'est tout!». Personne ne parle de nous, sans doute à cause de la Chine. La région du Sinjian est zone interdite depuis 31 ans, aucun journaliste ne peut y pénétrer! Personne ne sait rien de nous. Même dans les républiques ex soviétiques, les gens ne savent pas qu'il existe un peuple Ouïghour. Nous essayons d'expliquer notre situation en Belgique, de faire comprendre qu'il faut arrêter d'expulser les Ouïghours. Je suis par exemple allée trois fois au Parlement, mais ça ne bouge pas beaucoup.

Tout acte sans notre être
crée l'inhumanité.

Survivantes sur cette terre,
exilées du bonheur de vivre,
de victimes on se voit coupables
de trouver force pour nos luttes.
Sans la vérité la paix n'est
qu'un rêve de liberté.
Rendre la dignité à tout être
mort ou vivant encore.

L'amour soutient notre présent
- la haine a tout détruit -
Il nous révèle de l'humain :
L'horreur et la beauté.

Nous voulons que sa justice
devienne un acte responsable.
Notre force vient du fond des âges :
elle vous a mis au mode.
Nous n'espérons plus rien pour nous,
nous avons tout perdu.
Ne pas se renier, se battre
pour l'enfant qui espère en nous.

La force de l'Amour
est de survivre au monde.
Tout ce qui l'en empêche
pousse l'être à la révolte.